



MINUTES

Prix.
300 F CFA

Pour lire l'Essentiel

Lundi 19 Octobre 2026

ISSN 0850-167X

N° 0839

DIPA – MÉVENTE – SOUVERAINETÉ SUCRIÈRE

LE SUCRE A UN GOÛT AMER !

Des milliers de tonnes invendues

Alors que Diomaye ambitionne de porter la production à 220 000 tonnes en 2030



VERBATIM

Macky, trouble-fête ?

Macky reprend son maquis. Ni plus ni moins. Sa dernière sortie politique remonte à l'histoire de la dette cachée. Il s'était même offert le luxe de commettre un pool d'avocats pour trainer en justice ses détracteurs. Entre-temps, Ousmane Sonko s'est rangé derrière son manteau d'opposant pour faire amende honorable. Bassirou Diomaye Faye a rompu les amarres avec Pastef et déroulé le tapis rouge à son prédécesseur. Une équation dans ce méli mélo politique demeure jusqu'ici insoluble : sur quoi Diomaye Faye, Karim Wade et Macky Sall se sont entendus lors de leur entrevue à Abu Dhabi ? Comme le dit si bien l'excellent Idrissa Seck «l'avenir se joue dans la résolution de cette équation à plusieurs inconnus». Pour l'heure, le retrait de la candidature du désormais ex-candidat au Secrétariat général de l'ONU alimente les chimères. Tel un prédicateur infaillible, le président de Gueum Sa Bopp, Bougane Gueye soutenait en milieu de semaine dernière que «Macky Sall n'a jamais été intéressé par l'Onu, c'était un bon tour de chauffe». Reviendra, reviendra pas ? Retour auprès de Macron, le parrain caché ? Macky Sall, loin d'être un nain politique, sait s'occuper de ses adversaires. Il a reçu trop de coups depuis son départ du pouvoir. Il en distribuera avant de jouir d'une retraite bien méritée. L'histoire récente lui aura permis de démasquer bien des traîtres et de pouvoir ses amis. Le connaissant, il ne commettra jamais l'erreur de la bataille par procuration. Soit il s'engage personnellement soit il jette l'encre. S'engager c'est combattre Diomaye. Jeter l'encre pour le soutenir serait une solution à condition que l'actuel président décide de briser sans pitié le leader de Pastef. Justement, le temps de la bataille finale annoncée après les JOJ des aigles, le faucon se mettra au vert. Reprenons autrement Diomaye Faye pour terminer : qui de mieux que Macky Sall pour ...porter ma candidature en 2029 ? Ou bien, la bonne question : qui de mieux que Macky Sall pour relancer le Sénégal en 2029 et assurer mes arrières ?

Ben Makhtar

Le flambeau du Sénégal au Caire :
L'ADJUDANT MOUSTAPHA DIÉDHIU
DE LA DIC SACRÉ MAJOR D'AFRIQUE

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

LA VILLE DE DAKAR INVESTIT
15,6 MILLIARDS FCFA
DANS UN HÔPITAL AUX PARCELLES ASSAINIES

ÉCOLES PRIVÉES SUPÉRIEURES

INSTITUT SUPÉRIEUR
D'ENTREPRENEURSHIP
ET DE GESTION
APPRENDRE POUR ENTREPRENDRE
Tél : 33 864 26 60 / www.isegcesmi.com

L'ISEG DANS LA LISTE NOIRE
DES ÉCOLES PRIVÉES SUPÉRIEURES :
QUAND LE **POPULISME ET**
L'APPROXIMATION SONT ÉRIGÉS
EN RÈGLE DE CONDUITE

ONU

MACKY SALL SE RETIRE AU NOM DU CONSENSUS

C'est désormais officiel. Macky Sall retire sa candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans une déclaration rendue publique le 17 octobre 2026 à Marrakech, l'ancien président sénégalais a annoncé sa décision, au lendemain du vote informel organisé dans le cadre du processus de désignation du successeur à la tête de l'organisation internationale.

Macky Sall explique avoir pris cette décision après des consultations avec Évariste Ndayishimiye, président du Burundi et président en exercice de l'Union africaine, ainsi qu'avec Bassirou Diomaye Diakharr Faye, président du Sénégal et président en exercice de la CEDEAO.

L'ancien chef de l'État présente son retrait comme un choix guidé par le sens des responsabilités et la volonté de favoriser une candidature consensuelle au sein du Conseil de sécurité. Selon sa déclaration, les différents votes tests indiqueraient une préférence pour une personnalité originaire d'Amérique latine et des Caraïbes, éventuellement une femme.

Macky Sall affirme que sa candidature était motivée par la volonté de mettre son expérience de près de quarante années de vie publique au service des Nations unies. Il remercie Évariste Ndayishimiye, qui l'a parrainée, ainsi que Bassirou Diomaye Faye, qui l'a soutenue, sans oublier les États membres du Conseil de sécurité ayant voté en sa faveur.

L'ancien président exprime également sa reconnaissance à son équipe de campagne, aux autorités religieuses et coutumières, aux organisations politiques



et de la société civile, ainsi qu'aux Sénégalais et aux soutiens étrangers qui l'ont accompagné dans cette démarche.

Au-delà de son retrait, Macky Sall insiste sur les défis internationaux, notamment la multiplication des conflits, les rivalités géopolitiques et la fragmentation de l'ordre mondial. Il estime que les Nations unies doivent transformer leurs méthodes de travail et leur fonctionnement pour mieux répondre à ces enjeux.

Il souligne aussi la nécessité pour l'Afrique de continuer à faire entendre sa voix dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement, afin d'occuper pleinement sa place dans la gouvernance mondiale.

En se retirant de la course, Macky Sall souhaite plein succès à la personne qui sera appelée à exercer les fonctions de secrétaire général de l'ONU. Il affirme toutefois rester engagé en faveur de la paix, de la coopération internationale et du dialogue entre les nations.

Mamy Fanta

LE FDR SALUE SON SENS DES RESPONSABILITÉS

Le Front pour la Défense de la Démocratie et de la République (FDR) réagit au retrait de Macky Sall de la course au poste de secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans un communiqué rendu public le 17 octobre 2026 à Dakar, la coalition, qui avait soutenu la candidature de l'ancien président sénégalais, salue son expérience, sa vision et son sens des responsabilités.

Le FDR considère que le parcours de Macky Sall au service de l'État, du continent africain et de la coopération internationale constituait un atout majeur pour l'exercice de cette haute fonction. La coalition dit ainsi prendre acte de sa décision avec respect, tout en réaffirmant son appréciation de son engagement tout au long du processus.

Au-delà de ce retrait, le Front réitère son attachement à une Organisation des Nations unies « plus efficace, plus représentative et davantage attentive à la place de l'Afrique dans la gouvernance mondiale ». Il estime que la représentation du continent dans les instances internationales demeure un enjeu majeur.

Le FDR se dit enfin convaincu que Macky Sall poursuivra son engagement en faveur de la paix, du dialogue entre les nations et du développement économique et social. Le communiqué est signé par la Conférence des leaders de la coalition.

Caisse de Dépôts et de Consignations : QUI POUR LA CONDUIRE ?



L'appel à candidatures lancé par l'État pour la succession de Fadilou Keita remue les chaumières. La direction générale de la Caisse de Dépôt et Consignations suscite bien des convoitises, mais il y aura beaucoup d'appelés et un seul élu.

Pendant que la passation de services entre le DG sortant et son remplaçant intérimaire alimente les colonnes de la presse quotidienne, les candidats procèdent au dépôt de leur dossier. Pour l'heure, c'est l'omerta sur les potentiels candidats, mais de source sûre, nous avons appris que la sœur de l'ancien Premier ministre, aujourd'hui superviseur du parti présidentiel, aurait fini de candidater, tout comme deux hauts fonctionnaires du ministère des Finances et une femme de la diaspora très respectée

dans le milieu de la haute finance internationale. C'est dire que la sélection sera rude.

Pour les spécialistes, des cadres de la CDC comme le juriste Bouna Kanté auraient dû candidater. Énarque formé en France et dernièrement envoyé en Côte d'Ivoire pour accompagner le processus de mise en place de la CDC du pays de Houphouët, Bouna Kanté reste un bon profil pour mener à bon port la Caisse. Reste à savoir si le contexte politique lui sera favorable.

Quoi qu'il en soit, la CDC a besoin d'être managée par un homme du sérail afin de retrouver sa crédibilité et son positionnement qu'elle n'aurait jamais dû perdre.

Ben Makhtar

L'ISEG dans la liste noire des écoles privées supérieures QUAND LE POPULISME ET L'APPROXIMATION SONT ÉRIGES EN RÈGLE DE CONDUITE

Tel un coup de massue, l'information est rendue publique: L'ISEG fait partie des établissements supérieurs du pays sur liste noire. Donc non habilités à donner des enseignements. Loin de nous l'intention d'être l'avocat du diable pour défendre l'indéfendable. Pas question également de nier à l'État son rôle régalien de définir sa politique éducative et d'en fixer les règles. Toutefois, il est des démarches et des méthodes qui nous paraissent assez cavalières et légères pour être tues. C'est un secret de polichinelle, depuis sa création en..... ISEG a, comme d'autres établissements supérieurs privés, contribué à la formation de plusieurs sénégalais. Ils n'en finissent pas de valoir à la nation de grandes satisfactions. Rien que dans le domaine de la communication, ils sont nombreux les journalistes et autres Communicants, anciens de l'ISEG à faire la fierté de la nation. L'On nous objectera sans nul doute que le problème ne se situe pas à ce niveau. Que c'est une question d'application de règles qui régissent le fonctionnement des établissements privés supérieurs. Si c'est le cas, des interrogations s'imposent. Pourquoi avoir attendu plusieurs années de fonctionnement de l'établissement pour revenir remettre en cause sa légalité ? Que valent les

certifications de savoir de plusieurs générations d'étudiants de l'établissement devenu s des fonctionnaires d'un État qui en arrive à vouloir les réduire à leur plus simple expression ?

Une publication teintée de populisme

En attendant que des réponses soient apportées à ces questions qui ne souffrent d'aucune impertinence, il y'a de s'apitoyer sur la démarche suivie. En lieu et place d'une publication humiliante d'initiatives prises par des Sénégalais de jouer leur partition citoyenne dans le développement de la nation, un encadrement et une assistance à la régularisation seraient beaucoup plus appropriés pour ne pas créer des frustrations et tuer dans l'oeuf l'esprit et la culture d'entreprise de nos concitoyens. Il est indéniable que depuis un certain temps, le ministère de l'enseignement supérieur est dans une zone de turbulences marquée des démissions et des dysfonctionnements. Faudrait-il que que l'ISEG soit l'agneau du sacrifice, la source de diversion d'un populisme et d'une approximation dans l'approche.

Babacar Sy Gueye

Le flambeau du Sénégal au Caire :

L'ADJUDANT MOUSTAPHA DIÉDHIYOU DE LA DIC SACRÉ MAJOR D'AFRIQUE



La police nationale sénégalaise est une nouvelle fois honorée à l'échelle internationale. L'Adjudant Moustapha Diédhiou de la Division des investigations criminelles (DIC) a remporté la première place pour le meilleur document de travail lors du prestigieux stage de formation #412 intitulé « La lutte contre le crime organisé » regroupant 109 satagiaires issus de 26 pays africains.

Cette formation de haut niveau s'est déroulée du 22 août 2026 au 15 octobre 2026 au Centre de Recherches de Police (CRP) de l'Académie de Police au Caire, en Égypte. Ce programme d'excellence a été mené en étroite coordination avec l'Agence Égyptienne de Partenariat pour le Développement (EAPD).

Un parcours déjà marqué par l'exemplarité à Rufisque

Ce sacre international n'est pas une surprise pour ceux qui suivent la trajectoire de ce brillant sous-officier. Issu de la 48ème Promotion des Sous-officiers de Police, l'Adjudant Diédhiou s'était déjà fait remarquer par un exploit mémorable en mars 2025, alors qu'il officiait comme adjoint du Commandant du corps urbain au Commissariat central de Rufisque. À l'époque, de nombreuses foules rufisquoises en colère barricadaient les routes dans le quartier Diamaguène à la suite d'un accident mortel.

Filmé par une télévision locale, le jeune policier avait réussi, par sa seule force de persuasion et sa diplomatie, à conscientiser et inviter à la raison des populations très remontées. Ces images, largement relayées dans les médias et sur les réseaux sociaux, avaient suscité l'admiration et le respect de toute la nation, s'imposant comme un exemple de rapprochement entre la population et les forces de défense et de sécurité.

Une expertise saluée sur « Les crimes d'e-paiement »

Aujourd'hui au Caire, c'est sur le terrain scientifique et stratégique que l'Adjudant Diédhiou s'illustre. Au cours de ce stage intensif en Égypte, il a su se distinguer parmi l'ensemble des 109 participants issus de 23 pays africains grâce à des recherches de pointe. Son document de travail, axé sur le thème hautement complexe de la cybercriminalité financière et « Les crimes d'e-paiement », a été sacré meilleure

production de la session.

Cette distinction suprême confirme la haute compétence, l'adaptabilité et la rigueur de la police sénégalaise face aux nouvelles menaces économiques et numériques mondiales.

Une reconnaissance officielle de haut rang

Pour couronner ce parcours sans faute, son certificat officiel de réussite lui a été décerné sous la signature du Général Dr., Directeur du Centre de Recherches de Police (CRP), sous l'égide du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires étrangères de la République Arabe d'Égypte.

Ce succès éclatant renforce les liens historiques de coopération sécuritaire entre le Sénégal et l'Égypte. Toutes nos félicitations à l'Adjudant Moustapha Diédhiou, un modèle de professionnalisme qui honore magnifiquement le drapeau national.

Aly Saleh

La République en péril : L'APPEL TRANSPARTISAN DE KIIRAAY POUR SAUVER LE MODÈLE DÉMOCRATIQUE SÉNÉGALAIS



Constatant une dégradation inédite du débat public et des menaces directes sur l'indépendance de la justice, l'acteur politique Mouhamed Moustapha Diagne sonne le tocsin. Il exhorte les libéraux, socialistes et citoyens de tous bords à dépasser leurs querelles passées pour faire bloc derrière le chef de l'État, garant de la Constitution face aux velléités autocratiques.

Le Sénégal traverse-t-il l'une des crises politiques les plus insidieuses de son histoire post-indépendance ? C'est le cri d'alarme poussé par Mouhamed Moustapha Diagne, membre de KIIRAAY. Dans une tribune au vitriol, ce dernier dénonce une tentative d'hégémonie politique visant à transformer l'alternance démocratique en un « Parti-État » liberticide. Face à ce qu'il qualifie de péril républicain, la solution préconisée est radicale : le dépassement des clivages traditionnels pour former une union sacrée au-

tour du président de la République, Bassirou Diomaye Faye. Le texte affirme que Bassirou Diomaye Faye a choisi de prendre ses distances avec la faction la plus radicale de sa propre mouvance. En se portant garant de la Constitution et de l'État de droit, Diagne, les espoirs suscités par le chef de l'État opéreraient un ar-l'alternance laissent place à une bitrage historique, privilégiant une profonde inquiétude. Les si-l'intérêt supérieur de la nation gnaux d'alerte se multiplieraient au détriment des loyautés partisans l'impulsion du leader du sanes originelles. Un arbitrage PASTEF, Ousmane Sonko. Le qualifié « d'acte de courage » texte pointe notamment du doigt par le mouvement KIIRAAY. des tentatives d'inféodation de la justice au pouvoir exécutif et Vers une union sacrée de l'op-position et des citoyens

La ligne de fracture politique ne situerait donc plus entre le pouvoir et l'opposition, mais entre les défenseurs des actionnelles, c'est une dégrada-quis démocratiques et les tion profonde du climat social promoteurs de l'autocratie. qui est fustigée. Depuis 2021, l'invective, le populisme et la Pour faire face à cette urgence, Mouhamed Moustapha Diagne lance un appel solennel à toutes auraient supplanté l'élégance les forces vives du pays socia-républicaine et la courtoisie qui listes, libéraux, conservateurs, caractérisaient le modèle séné-mouvements citoyens, jeunes galais. Ce climat de confron-et anciens. L'objectif est clair : tion permanente menace de bâtir un Grand Bloc Républicain fissurer les régulateurs tradition-pour sanctuariser les institutions. nels de la nation, à savoir les « Chaque génération a son com-familles religieuses, les confré-bat », conclut le texte, érigeant rles et les chefs coutumiers. la préservation des libertés en devoir patriotique pour l'avenir d'un Sénégal un et indivisible.

Bassirou Diomaye Faye : l'arbitre d'une rupture interne ?

Le fait marquant de ce manifeste

Aly Saleh

Transhumance et recompositions LA PRESSE SÉNÉGALAISE EST-ELLE DEVENUE LE MIROIR OU LE COMPLICE DU JEU POLITIQUE ?

Au Sénégal, l'avènement de la troisième alternance n'a pas mis fin aux logiques de coalitions élargies, souvent perçues par l'opinion comme un reniement des valeurs. Face à ce jeu de dupes apparent, quel rôle jouent réellement les médias ? À travers les contributions exclusives du juriste et investisseur Mayoro Mbaye et du spécialiste des médias Thierno Dieng, notre enquête plonge au cœur des paradoxes de notre modèle démocratique.

Les appels répétés à la formation de « Grands Blocs Républicains » ou de coalitions élargies autour du pouvoir en place agitent régulièrement la Toile et enflamment les espaces de commentaires de la presse en ligne. Ces vagues de ralliements ravivent un vieux procès populaire : celui de la versatilité des alliances, communément qualifiée de transhumance politique. Mais au-delà des cas individuels, cet éternel recommencement interpelle directement le rôle des médias. Face aux mutations fulgurantes des acteurs politiques, la presse est-elle le complice d'un jeu de dupes ou le simple miroir d'une réalité mouvante ?

Le procès de la «transhumance» face à l'exigence du Jub, Jubël, Jubanti.

Pour une frange importante des citoyens, le verdict est souvent sans appel. Le commentaire d'un internaute anonyme résume un sentiment largement partagé : « Comment peut-on défendre successivement plusieurs régimes opposés ? » Dans l'imaginaire populaire sénégalais, la politique devrait être le sanctuaire de la constance idéologique et des valeurs convictions. Cette frustration citoyenne est d'autant plus vive que le pays traverse une phase charnière de redéfinition de ses règles du jeu, marquée par des initiatives récurrentes pour encadrer le mandat des élus locaux contre le débauchage opportuniste. Pour le journaliste et spécialiste des médias Thierno Dieng, ce phénomène n'est rien d'autre qu'un « recul démocratique avéré ». Selon lui, on ne peut pas avoir voué aux gémonies la transhumance hier pour la tolérer ou la valoriser une fois au pouvoir. L'analyste politique va plus loin en confrontant le nouveau régime à ses propres engagements : « Bassirou Diomaye Faye a été élu sur la base d'un programme, d'une philosophie politique sous-entendue par l'élan du «Jub, Jubël, Jubanti» (Droiture, Justice, Redressement). Aujourd'hui, nous assistons à la transgression de tous ces engagements pris devant le peuple». Voir des maires élus sous la bannière de l'opposition rejoindre la mouvance présidentielle est, à ses yeux, d'une extrême gravité pour l'éthique républicaine.

Entre réalisme républicain et rivalités de clans

Pourtant, les promoteurs de ces dynamiques transpartisanes rejettent fermement le terme de reniement. Pour eux, la ligne de fracture politique s'est déplacée. Elle ne diviserait plus l'opposition et le pouvoir, mais les défenseurs de la stabilité institutionnelle d'un côté, et les forces de blocage de l'autre. Ce dépassement des clivages passés et l'union sacrée derrière le garant de la Constitution apparaîtraient ainsi comme un « réalisme » et un devoir patriotique supérieur face aux urgences du pays. Une lecture sémantique que balaye d'un revers de main l'homme d'affaires et

juriste Mayoro Mbaye. Pour cet investisseur, l'argument de l'urgence institutionnelle ou du remodelage politique est un leurre : « Nous sommes simplement dans une dynamique de rivalités entre deux groupes cherchant par tous les moyens à diriger le pays », tranche-t-il. Selon sa grille de lecture, le jeu politique reste pollué par des visées de positionnement individuel : « Nous voyons les mêmes acteurs d'hier, munis plus que jamais d'une ambition plus personnelle que d'une vision stratégique pour le Sénégal. » Pour M. Mbaye, ce focus permanent des dirigeants sur leurs propres intérêts est la cause directe du fossé grandissant qui les sépare du peuple.

Le grand dilemme des médias : Thermomètre, officine ou garant de l'équilibre ?

Dans ce tourbillon de repositionnements, la presse se retrouve régulièrement sur le banc des accusés. Ouvrir ses colonnes ou ses plateaux à des manifestes de ralliement est parfois perçu par le public comme une forme de validation ou de blanchiment moral de trajectoires jugées opportunistes. Accuser les médias de complicité relève pourtant d'un contresens sur leur fonction de base. Relayer l'actualité des alliances, c'est documenter les forces en présence et permettre aux citoyens d'avoir toutes les cartes en main pour juger. Cependant, les experts s'accordent à dire que la presse sénégalaise traverse une crise profonde, bien que leurs diagnostics diffèrent. Pour Mayoro Mbaye, la vulnérabilité est avant tout structurelle et financière : « La presse est malheureusement peu libérée puisqu'elle est économiquement faible et trop dispersée, donc facilement manipulée». Entre l'exigence de survie économique et le désir de plaire, il estime que les médias cèdent parfois au sensationnalisme, s'éloignant de leur mission d'intérêt public.

De son côté, Thierno Dieng dresse une typologie plus nuancée de la presse nationale, qu'il divise en trois catégories distinctes : une presse partisane, guidée exclusivement par la défense d'intérêts financiers ou de clans politiques, une presse de façade, qu'il qualifie d'« immonde » et d'« illégale », n'existant que par le tapage de ses titres racoleurs à la Une sans rigueur professionnelle derrière et une presse intègre, qui résiste face aux pressions et demeure au service exclusif de la transparence et de l'équilibre de l'information.

Vers une maturité du contrôle citoyen

Le véritable enseignement de ces vagues de recompositions réside dans la vitalité du contrôle citoyen. Le public sénégalais n'absorbe plus l'information de manière passive. Grâce aux outils numériques, il la décortique, la confronte aux archives de l'histoire politique récente et exige des comptes. Face aux recompositions politiques inévitables qui structurent notre époque, la presse sénégalaise continuera de faire face à ce dilemme : rester le réceptacle de toutes les expressions républicaines, quitte à bousculer les sensibilités morales de son lectorat. Car en définitive, ce ne sont pas les médias qui font les carrières ou les alliances ; ce sont les citoyens qui, dans le secret de l'isoloir, valident ou rejettent les trajectoires de leurs dirigeants.

Aly Saleh

Assemblée Nationale

AÏSSATA TALL SALL RECONDUITE À LA TÊTE DU GROUPE PARLEMENTAIRE TAKKU WALLU



Reconduite à la présidence du groupe parlementaire Takku Wallu Sénégal, Me Aïssata Tall Sall a exprimé sa reconnaissance à Macky Sall pour la confiance renouvelée. L'ancienne ministre de la Justice et des Affaires étrangères promet de poursuivre sa mission parlementaire avec rigueur, sérieux et responsabilité.

Me Aïssata Tall Sall conserve la direction du groupe parlementaire Takku Wallu Sénégal à l'Assemblée nationale. À la suite de sa reconduction, elle a adressé un message de remerciement à l'ancien président de la République, Macky Sall, au-

quel elle a témoigné sa gratitude pour cette marque de confiance.

Depuis Bangkok, où elle indique séjourner dans le cadre des réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, la parlementaire a salué cette décision et réaffirmé sa volonté de poursuivre le travail engagé au sein de l'institution parlementaire.

« Je tiens à exprimer toute ma gratitude au Président Macky Sall pour m'avoir reconduite comme Président du Groupe Parlementaire Takku Wallu Sénégal », a-t-elle déclaré.

L'ancienne ministre de la Justice et des Affaires étrangères entend inscrire la poursuite de son mandat dans une dynamique de responsabilité et d'engagement au service des populations. Elle a assuré Macky Sall ainsi que les mandants du groupe de sa détermination à poursuivre le travail parlementaire conformément aux attentes des citoyens.

« Ferme détermination à poursuivre le travail engagé tel que

le Peuple l'attend de nous », a-t-elle notamment affirmé, insistant sur la nécessité de faire preuve de « hauteur, sérieux et sens des responsabilités ».

Me Aïssata Tall Sall a également adressé ses remerciements à ses collègues députés pour la confiance renouvelée. Elle les a appelés à maintenir une exigence élevée dans l'exercice de leur mandat, en privilégiant un travail rigoureux et exclusivement orienté vers l'intérêt des populations.

Cette reconduction intervient dans un contexte où les groupes parlementaires jouent un rôle important dans l'organisation des débats, la défense des positions politiques et le contrôle de l'action gouvernementale. À la tête de Takku Wallu Sénégal, Aïssata Tall Sall entend ainsi poursuivre la coordination de ses collègues autour des missions dévolues à leur groupe au sein de l'Assemblée nationale.

Mamy Fanta

Dipa – Mévente – Souveraineté Sucrière

LE SUCRE A UN GOÛT AMER !

220 000 TONNES VISÉES, DES MILLIERS ANNONCÉES INVENDUES



Diomaye ambitionne 220 000 tonnes en 2030, mais des milliers de tonnes restent jusqu'ici invendues. Entre difficultés d'écoulement, autofinancement des investissements et terres en friches, les syndicats alertent sur les risques pour l'avenir de l'outil industriel et de l'emploi du Walo .

Le 12 juin 2025, à Richard-Toll, Bassirou Diomaye Faye affichait son ambition de faire passer la production sucrière nationale de 140 000 à 220 000 tonnes par an à l'horizon 2030. Seize mois plus tard, les syndicats de la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) alertent sur plus de 30 000 tonnes de sucre encore invendues. Ils dénoncent les effets des déclarations d'importation de produits alimentaires (DIPA). Entre souveraineté alimentaire, pérennité industrielle et préservation de l'emploi, les autorités sont attendues sur des réponses concrètes. La souveraineté alimentaire ne se mesure pas uniquement à la capacité de produire. Elle se mesure aussi à la possibilité d'écouler les productions, de préserver les emplois et de garantir un approvisionnement régulier du marché national à des prix accessibles. C'est tout le paradoxe qui se dessine aujourd'hui autour de la filière sucrière sénégalaise . D'un côté, la CSS poursuit son ambition industrielle à travers le programme KT 220. De l'autre, les organisations syndicales alertent sur les difficultés de commercialisation de la production. Une situation qui soulève une question fondamentale : comment préparer une augmentation substantielle des volumes lorsque les débouchés actuels suscitent déjà des inquiétudes ?

DIOMAYE À LA CSS : L'AM-BITION DES 220 000 TONNES

Lors de sa visite à la CSS, le 12 juin 2025, le président de la République avait placé la filière sucrière au cœur de la stratégie nationale de souveraineté alimentaire. L'objectif est de porter la production annuelle à 220 000 tonnes en 2030, contre 140 000 tonnes présentement, afin de renforcer l'autonomie du Sénégal, de réduire sa dépendance aux approvisionnements extérieurs et de consolider l'emploi dans la vallée du fleuve Sénégal. La CSS représente un acteur industriel majeur pour Richard-Toll et ses environs. Ses activités font vivre des travailleurs, des prestataires,

des fournisseurs et de nombreux ménages en plus de sa contribution à la stabilisation des autres filières agricoles et la lutte contre l'exode. La poursuite de son développement constitue donc un enjeu économique et social qui dépasse les seuls intérêts de l'entreprise dont les ambitions nobles reposent sur des conditions précises. Le programme KT 220 est présenté comme autofinancé par la CSS, sans financement bancaire ni concours financier direct de l'État. L'entreprise doit ainsi mobiliser ses propres ressources pour soutenir ses investissements et accroître ses capacités de production. Cet important effort financier bute sur une contrainte foncière. Dans le cadre de son programme de développement, la CSS attend toujours la délibération des hectares de terres destinés à contribuer à l'accroissement de sa production. Cette procédure, qui tarde à aboutir, constitue un obstacle supplémentaire pour une entreprise appelée à augmenter sensiblement ses volumes d'ici à 2030. La CSS doit donc relever plusieurs défis simultanément : financer son développement sur ses ressources propres, obtenir les terres nécessaires à l'expansion de ses activités et assurer des débouchés suffisants à sa production.

DIPA : LE NŒUD DU CONTENTIEUX

Pour les syndicats, les autorisations d'importation constituent l'un des facteurs susceptibles de freiner l'écoulement du sucre local. Ils demandent que les DIPA soient davantage ajustées aux stocks disponibles, aux prévisions de production et au calendrier de la campagne sucrière. Leur inquiétude est compréhensible : lorsque des milliers de tonnes restent en stock, l'arrivée de nouvelles marchandises peut accentuer la concurrence et retarder les ventes de la production nationale. Les recettes attendues demeurent alors immobilisées, alors que les charges de fonctionnement et les besoins d'investissement continuent de peser sur l'entreprise

La question des importations doit néanmoins être appréciée au regard des besoins du marché, des périodes de forte demande et du pouvoir d'achat des consommateurs. L'enjeu est de comprendre comment les volumes importés s'articulent avec les disponibilités locales et les prévisions de production

Pour les représentants des travailleurs, les difficultés actuelles appellent surtout une meilleure visibilité sur les quantités autorisées à l'importation et sur leurs conséquences pour la commercialisation du sucre produit au Sénégal.

UNE ENTREPRISE QUI FINANCE SON DÉVELOPPEMENT SUR SES PROPRES RESSOURCES

La situation de la CSS mérite également d'être examinée à la lumière des efforts qu'elle consent pour poursuivre son développement. Son programme d'investissement repose sur l'autofinancement, sans concours bancaire ni apport financier direct de l'État. L'entreprise ne bénéficierait pas non plus d'exonérations, contrairement à d'autres industriels

Ces contraintes donnent une dimension particulière aux difficultés d'écoulement signalées par les syndicats. La CSS doit financer elle-même ses investissements tout en supportant des charges de fonctionnement lourdes. Lorsque les ventes ne permettent pas de récupérer suffisamment les ressources engagées dans la production, les marges de manœuvre financières se réduisent. Cette situation met en lumière les efforts consentis par la compagnie pour maintenir son outil industriel, poursuivre ses investissements et soutenir l'emploi, malgré les difficultés commerciales évoquées. La question est simple : comment accélérer un programme industriel autofinancé lorsque l'environnement économique est fragilisé par des stocks invendus et que les conditions foncières de son expansion restent en attente ?

PLUS DE 30 000 TONNES D'INVENDUES : LE CRI DE CŒUR DES TRAVAILLEURS

Les volumes évoqués par les syndicats restent inférieurs à 50 000 tonnes, mais leur impact est extrêmement large au niveau social. Pour les travailleurs, le problème est néanmoins clair : aucune entreprise ne peut continuer indéfiniment à fonctionner en accumulant des pertes importantes. Lorsque les produits fabriqués ne s'écoulent pas suffisamment, les recettes attendues diminuent tandis que les dépenses liées à la production, à la conservation des stocks et au fonctionnement de l'usine se poursuivent.

Le cri de cœur des employés et des organisations syndicales doit être compris dans cette perspective. Leur inquiétude porte sur la rentabilité de l'entreprise, mais aussi sur sa capacité à financer son activité, à renouveler ses investissements et à garantir la continuité de la production. Les syndicats redoutent que les difficultés commerciales finissent par compromettre la capacité de la CSS à poursuivre ses activités dans des conditions économiquement viables. Ils veulent éviter que l'actionnaire principal soit un jour conduit à envisager l'arrêt des machines faute de perspectives suffisantes

Le précédent Tchadien nourrit leurs préoccupations. La Compagnie Sucrière du Tchad (CST), filiale du groupe Somdiaa, a été confrontée à une saturation du marché national, liée notamment à la contrebande et à l'importation illégale de sucre moins cher en provenance du Soudan et du Nigeria. Cette concurrence a rendu l'écoulement de la production locale particulièrement difficile et a conduit à l'arrêt de la production, selon les informations rapportées par Jeune Afrique. Les situations Sénégalaise et Tchadienne ne sont pas nécessairement identiques. Le cas de la CST illustre néanmoins les risques qu'une industrie sucrière peut courir lorsque les débouchés se réduisent durablement

Au Sénégal, les conséquences redoutées sont également sociales. Les syndicats évoquent des travailleurs saisonniers qui n'auraient pas retrouvé une activité normale après la précédente campagne. Derrière les stocks immobilisés se trouvent des revenus fragilisés, des perspectives de recrutement incertaines et des familles qui dépendent de l'activité de l'entreprise

LES SYNDICATS INTERPELLENT LES AUTORITÉS

Face à ces difficultés, les organisations syndicales ont engagé des démarches auprès du ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, ainsi qu'auprès d'autres responsables institutionnels

Les représentants des travailleurs disent avoir trouvé une écoute auprès des autorités rencontrées. Ils attendent désormais que le dialogue débouche sur des mesures concrètes concernant les autorisations d'importation et les conditions d'écoulement de la production nationale. Les questions restent nombreuses : Quelles quantités ont été autorisées à l'importation ? Sur quelles données les décisions reposent-elles ? Comment tenir compte des stocks existants et des besoins du marché ? Quelles perspectives peuvent être données à la CSS pour la commercialisation de sa production ? Les réponses devront permettre aux acteurs de la filière de disposer d'une meilleure visibilité pour anticiper les campagnes, organiser les ventes et préserver les emplois.

KT 220 : PRODUIRE PLUS, MAIS POUR QUELS DÉBOUCHÉS ?

Le programme KT 220 ne peut être évalué uniquement à l'aune de son

objectif de production. Sa réussite dépendra aussi de la capacité à commercialiser les volumes supplémentaires, à maintenir la rentabilité de l'activité et à financer les investissements nécessaires. Le marché national pourra-t-il absorber durablement les quantités attendues ? Quels débouchés régionaux pourraient être explorés ? Quelle stratégie commerciale accompagnera l'augmentation de la production ? Comment assurer une meilleure articulation entre les importations, les prévisions de récolte et les stocks existants ? Ces questions sont d'autant plus importantes que le programme repose sur l'autofinancement de la CSS. Une entreprise qui finance elle-même son développement doit pouvoir compter sur des recettes commerciales suffisantes pour poursuivre ses investissements. L'accès aux terres attendues constitue, parallèlement, une condition importante de l'expansion agricole. L'aboutissement de leur délibération permettrait de clarifier les perspectives foncières du programme. La montée en puissance de la CSS exige ainsi une approche globale associant production, accès au foncier, financement et commercialisation. L'objectif de 220 000 tonnes ne pourra produire les résultats attendus que si les capacités supplémentaires trouvent des débouchés économiquement viables

SOUVERAINETÉ SUCRIÈRE : LE TEST DE LA COHÉRENCE

Entre l'ambition présidentielle de juin 2025 et les alertes syndicales d'octobre 2026, la filière sucrière se trouve face à une équation délicate : augmenter la production nationale tout en assurant la viabilité économique de l'outil industriel.

La première priorité consiste à établir un diagnostic précis des stocks et des besoins du marché. La deuxième est de mieux comprendre les effets des importations sur l'écoulement de la production locale. La troisième concerne les conditions nécessaires à la poursuite du développement de la CSS, notamment le financement des investissements et l'accès aux terres attendues. Le gouvernement est donc attendu sur des réponses concrètes, capables de donner de la visibilité à l'entreprise et à ses travailleurs, tout en préservant l'approvisionnement des consommateurs

Le paradoxe demeure : le Sénégal ambitionne de produire 220 000 tonnes de sucre par an, alors que les syndicats signalent des milliers de tonnes invendues. La souveraineté sucrière ne se jouera pas uniquement dans les champs et les usines, mais également dans la capacité à vendre durablement la production nationale

Produire davantage est une ambition industrielle. Vendre durablement est une condition de sa réussite économique et sociale. Pour la CSS, ses travailleurs et toute l'économie de la vallée du fleuve Sénégal, l'enjeu est désormais de faire en sorte que les difficultés d'écoulement ne compromettent ni les investissements engagés ni les emplois que cette industrie contribue à soutenir

Momar Alice NIANG

And Gueusseum déclare la guerre au dilatoire

48 HEURES DE GRÈVE POUR FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT



L'ASAS annonce une grève totale de 48 heures les 29 et 30 octobre. Avec son 18^e plan d'action, la plateforme syndicale dénonce les retards dans l'application des engagements de l'État et interpelle directement le président Bassirou Diomaye Faye.

Le bras de fer entre le gouvernement et l'Alliance des syndicats autonomes de la santé (ASAS) And Gueusseum prend une nouvelle tournure. Excédée par ce qu'elle considère comme des manœuvres dilatoires des autorités, la plateforme syndicale annonce un 18^e plan d'action, marqué par une grève totale de 48 heures, les jeudi 29 et vendredi 30 octobre 2026. En ligne de mire : la matérialisation des engagements pris envers les travailleurs de la Santé et de l'Action sociale, dont les revendications restent, selon elle, largement insatisfaites.

Intitulé « Diomaye bat le record de Macky dans le dilatoire ! », le document rendu public le 18 octobre à Dakar donne le ton. Le Directoire national ne cache plus son exaspération face à la persistance des retards et à l'absence de règlement définitif des revendications pendantes. Pour And Gueusseum, l'heure

n'est plus aux promesses, mais à l'exécution des engagements. **90 À 98 % DE PARTICIPATION REVENDIQUÉE**

Pour justifier ce nouveau durcissement, la plateforme syndicale met en avant le bilan de son 17^e plan d'action. Selon son Directoire national, les mots d'ordre de grève, la rétention des informations sanitaires et sociales ainsi que le boycott de certaines activités ont été largement suivis sur l'ensemble du territoire national. Les taux de participation annoncés oscillent entre 90 % et 98 %.

And Gueusseum établit également un parallèle entre les deux derniers régimes. Le gouvernement de Bassirou Diomaye Faye en est désormais à son 18^e plan d'action, contre 17 sous Macky Sall, avant la signature d'accords présentés par les syndicats comme historiques, substantiels et inédits en faveur des travailleurs de la Santé et de l'Action sociale, toutes catégories socioprofessionnelles confondues.

Cette comparaison traduit une frustration grandissante : malgré l'alternance politique, les syndica-

listes estiment que les difficultés liées à l'application des engagements persistent. Un constat qu'ils opposent aux attentes suscitées par le changement de régime.

DIOMAYE FAYE DIRECTEMENT INTERPELLÉ

And Gueusseum ne se satisfait plus des arguments financiers avancés par les autorités pour expliquer les retards. La plateforme estime que les contraintes budgétaires ne sauraient occulter les droits acquis ni les obligations de l'État envers les travailleurs.

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, est ainsi directement interpellé. Les responsables syndicaux l'invitent à s'impliquer personnellement pour débloquer une situation qui menace, selon eux, la paix sociale et le fonctionnement du système sanitaire et social.

La plateforme rappelle avoir répondu à l'appel du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, dans l'espoir d'obtenir une rencontre rapide avec le Premier ministre. Cette démarche devait permettre de rechercher une issue au conflit dans un esprit de dialogue et de responsabilité. Mais,

face à l'absence de dénouement jugé satisfaisant, le mouvement choisit de maintenir la pression.

Les syndicalistes mettent en garde contre les tentatives de division, les stratégies de diversion et les manœuvres dilatoires, qu'ils considèrent comme autant d'obstacles à un règlement durable du différend. À leurs yeux, seule une volonté politique clairement affirmée permettra de sortir de l'impasse.

UNE GRÈVE, MAIS AUSSI DES MESURES DE PRESSION

Le 18^e plan d'action ne se limite pas à l'arrêt de travail des 29 et 30 octobre. And Gueusseum entend poursuivre la rétention des données sanitaires et sociales, organiser des assemblées générales pour consolider la mobilisation et sensibiliser les travailleurs aux enjeux de la lutte.

Le boycott des réunions de coordination et de supervision est également prévu, de même que celui des activités extra-muros du Programme national de lutte contre la tuberculose.

Le samedi 31 octobre sera consacré à l'évaluation de ce nouveau plan d'action et à la définition des prochaines étapes. Une échéance qui pourrait ouvrir la voie à un nouveau durcissement si les revendications restent sans réponse satisfaisante.

LE PACTE DE STABILITÉ À DISTANCE

L'ASAS tient par ailleurs à clarifier sa position concernant le Pacte de stabilité économique et sociale. Elle précise ne pas être signataire de cet accord et rappelle qu'elle constitue une plateforme d'unité d'action regroupant des syndicats de la Santé, de l'Action sociale et des travailleurs des collectivités territoriales, et non une centrale syndicale.

Cette précision vise à préserver son

autonomie dans la conduite de ses revendications. Le Directoire national entend poursuivre sa propre dynamique de lutte, tout en réaffirmant sa solidarité avec les mobilisations à caractère purement social, conformément à ses délibérations.

Dans ce contexte, And Gueusseum appelle ses membres à renforcer la cohésion, la solidarité et l'engagement autour d'une plateforme revendicative minimale.

DES ENGAGEMENTS ATTENDUS DEPUIS 2022

Au cœur du conflit se trouve la revendication de droits que les travailleurs estiment toujours en attente depuis le 31 mai 2022. Pour la plateforme syndicale, le règlement de ce contentieux constitue un préalable indispensable au rétablissement de la confiance entre les agents et les autorités.

Le gouvernement se retrouve ainsi face à une nouvelle épreuve sociale dans un secteur essentiel au fonctionnement du pays. Les 29 et 30 octobre prochains seront un test pour les deux parties : pour les syndicats, il s'agira de démontrer leur capacité à maintenir une mobilisation massive ; pour les autorités, de prouver que le dialogue peut déboucher sur des actes concrets.

Au-delà des deux journées de grève, l'enjeu est désormais celui de la crédibilité de la parole publique. And Gueusseum réclame l'application des engagements pris. Le gouvernement devra répondre à cette exigence sans laisser le conflit s'enliser davantage, au risque de prolonger les tensions dans les structures sanitaires et sociales.

Sokhna O K NDIAYE

Infrastructures sanitaires

LA VILLE DE DAKAR INVESTIT 15,6 MILLIARDS FCFA DANS UN HÔPITAL AUX PARCELLES ASSAINIES

La Ville de Dakar a procédé, le 17 octobre 2026, à la pose de la première pierre d'un futur hôpital aux Parcelles Assainies. Évalué à 15,6 milliards de FCFA, le projet vise à renforcer l'offre de soins et à contribuer au désengorgement des structures sanitaires de la capitale.

Porté par la municipalité dirigée par Abass Fall, le futur établissement hospitalier est annoncé avec une capacité de 300 à 320 lits, selon les publications consacrées au projet. Il devrait renforcer la prise en charge des patients et améliorer l'accès aux soins spécialisés dans une zone confrontée à une forte demande sanitaire.

Le coût prévisionnel de 15,6 milliards de FCFA englobe la construction, les équipements et les voiries intérieures et extérieures. Le projet doit être réalisé sur un terrain de 16 627 mètres carrés appartenant à la Ville de Dakar. Par son envergure,

cette infrastructure représente un investissement important pour la municipalité et un enjeu majeur pour l'amélioration de l'accès aux services hospitaliers dans la capitale.

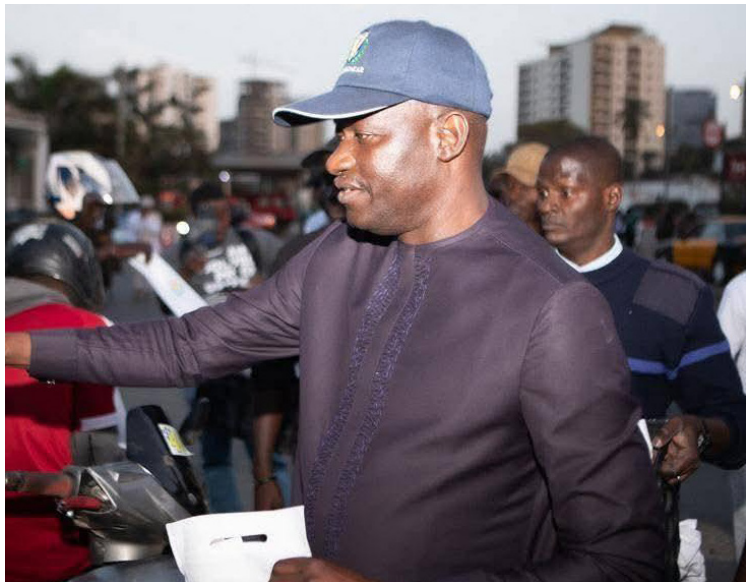
La programmation budgétaire annoncée prévoit 2,5 milliards de FCFA en 2026, 7 milliards en 2027 et 6,1 milliards en 2028. Si ces montants correspondent à l'enveloppe globale, les modalités définitives de financement, notamment le concours envisagé de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), restent à préciser à partir de documents officiels. La sécurisation des ressources et le respect des échéances budgétaires seront déterminants pour assurer la continuité du chantier.

Au-delà de la construction, le principal défi sera d'assurer le fonctionnement de l'établissement. La disponibilité des spécialistes, le recrutement du personnel médical et paramédical, l'équipement des

services et l'approvisionnement en médicaments seront déterminants pour garantir une prise en charge de qualité. Un hôpital moderne ne peut répondre efficacement aux attentes des populations sans des moyens humains et matériels adaptés.

Le futur établissement pourrait également contribuer à réduire la pression sur les structures sanitaires existantes, en offrant davantage de possibilités de consultation et de prise en charge spécialisée. Cet objectif dépendra toutefois de l'organisation des services, de leur accessibilité financière et de la coordination avec les autres établissements de santé de Dakar.

Le calendrier des travaux, l'entreprise chargée de leur exécution et la date prévisionnelle d'ouverture constituent également des éléments à clarifier. La transparence sur les marchés, l'utilisation des ressources et le suivi du chantier permettra aux populations d'apprécier concrète-



ment l'avancement du projet. Elle sera également essentielle pour prévenir les retards et les éventuels dépassements budgétaires.

Avec cet investissement, la municipalité affiche l'ambition de rapprocher les soins des populations et de renforcer les capacités

hospitalières de Dakar. La portée réelle du projet se mesurera toutefois à l'achèvement des travaux, à l'ouverture effective des services et à la capacité de l'hôpital à répondre durablement aux besoins sanitaires des Parcelles Assainies.

Sokhna O K NDIAYE

Nigeria : HUIT SOLDATS TUÉS DANS L'EXPLOSION D'UNE MINE À BORNO



L'insurrection jihadiste continue de faire des victimes dans le nord-est du Nigeria. Huit militaires ont été tués samedi dans l'explosion d'un engin explosif attribué à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), près de la frontière avec le Cameroun. Cette attaque survient quelques jours après un assaut meurtrier contre une base militaire.

Le nord-est du Nigeria reste confronté à une menace jihadiste persistante. Huit soldats ont perdu la vie samedi après l'explosion d'une mine sous leur véhicule de patrouille, dans le village de Kinuba, situé à environ 25 kilomètres de Gamboru, dans l'État de Borno. Le bilan a été rapporté dimanche par des sources sécuritaires à l'Agence France-Presse (AFP).

Au moment de l'explosion, les militaires supervisaient des opérations de débroussaillage menées par des

milices antijihadistes le long d'un axe routier. Ces travaux visent à dégager la végétation dense, régulièrement exploitée par les combattants pour dissimuler des engins explosifs et préparer des embuscades. Les huit occupants du véhicule ont été tués. Un membre de la milice chargé de superviser les opérations a également été blessé par des éclats.

Les sources sécuritaires ont attribué l'attaque à l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), un groupe armé affilié à l'organisation État islamique. Le recours aux mines et aux engins explosifs constitue l'une des tactiques utilisées par les jihadistes pour entraver les déplacements des forces de sécurité et fragiliser leur présence sur le terrain.

Cette nouvelle attaque intervient quelques jours après une offensive contre une base militaire qui avait fait 20 morts, dont 15 soldats et

cinq membres d'une milice antijihadiste. Samedi, le chef d'état-major de l'armée de terre nigériane, le lieutenant-général Waidi Shaibu, effectuait une visite auprès des troupes stationnées à Maiduguri, capitale de l'État de Borno.

Déclenchée en 2009, l'insurrection jihadiste a provoqué des dizaines de milliers de morts et contraint environ deux millions de personnes à fuir leurs foyers dans le nord-est du pays. Malgré les opérations militaires, les groupes armés continuent de mener des attaques contre les forces de sécurité et les populations civiles.

Les violences ont également débordé les frontières nigériennes, touchant notamment le Niger, le Tchad et le Cameroun. Cette extension régionale a conduit plusieurs pays à renforcer leur coopération militaire pour tenter de contenir la menace jihadiste dans le bassin du lac Tchad.

Violences en France : 1 500 COMMERCES TOUCHÉS, DES CENTAINES DE MILLIONS D'EUROS DE DÉGÂTS



Les violences qui ont accompagné les manifestations de samedi en France ont durement frappé le secteur du commerce. Selon Alexandre Bompard, président de la Fédération française du commerce et de la distribution (FCD), environ 1 500 commerces ont été directement touchés, pour un préjudice estimé à plusieurs centaines de millions d'euros.

Les conséquences économiques des violences survenues samedi dans plusieurs villes françaises commencent à se préciser. Invité dimanche sur la chaîne LCI, Alexandre Bompard a fait état de dégâts considérables dans le secteur du commerce, tout en soulignant qu'il était encore trop

tôt pour établir un bilan définitif. Le président de la FCD évoque une facture globale de plusieurs centaines de millions d'euros pour les commerçants concernés. Les dégradations et les pillages ont notamment visé des établissements situés dans les centres-villes, les grandes artères commerciales et plusieurs métropoles du pays.

L'enseigne Carrefour figure parmi les entreprises touchées. Son PDG a indiqué qu'une cinquantaine de magasins du groupe avaient subi des dégâts, des grands hypermarchés aux commerces de proximité. Une vingtaine de ces établissements auraient été pillés. Pour

Carrefour et ses partenaires, le coût des dommages pourrait atteindre plusieurs dizaines de millions d'euros, selon Alexandre Bompard.

Au-delà des pertes matérielles, ces violences suscitent des inquiétudes pour la pérennité des entreprises déjà fragilisées par un contexte économique difficile. Dans un communiqué publié dimanche, CCI France a alerté sur la situation des commerces confrontés depuis plusieurs années à la hausse des coûts et à la baisse de fréquentation des centres-villes.

L'organisation consulaire estime que les dégradations pourraient aggraver les difficultés de certaines entreprises, au point de menacer leur survie. Les petits commerces, particulièrement exposés aux conséquences des pillages et aux interruptions d'activité, figurent parmi les acteurs les plus vulnérables.

Alors que l'évaluation des dégâts se poursuit, l'ampleur des pertes financières et les conséquences sur l'emploi restent à déterminer. Pour les commerçants concernés, l'urgence est désormais de réparer les locaux, de remplacer les marchandises détruites et de reprendre leurs activités dans les meilleures conditions possibles.

Burkina Faso LA JUNTE ENGAGE LA « DÉCOLONISATION » DES MANUELS SCOLAIRES



Depuis la rentrée scolaire d'octobre, élèves et enseignants burkinabè découvrent de nouveaux programmes d'histoire, de géographie et d'instruction civique. Les autorités de transition entendent repenser les contenus éducatifs afin de mieux valoriser l'histoire nationale, les références culturelles locales et les valeurs présentées comme essentielles à la souveraineté du pays.

Au Burkina Faso, l'école devient un nouveau terrain de transformation engagé par les autorités de transition. À l'occasion de la rentrée scolaire, intervenue au début du mois d'octobre, les élèves et les enseignants découvrent une nouvelle approche de l'enseignement de l'histoire, de la géographie et de l'instruction civique. Cette réforme s'inscrit dans la volonté affichée par le pouvoir de « décoloniser » les manuels scolaires et de revoir la manière dont le pays et son histoire sont enseignés.

L'objectif est de donner davantage de place aux réalités nationales, aux figures historiques burkinabè et africaines ainsi qu'aux traditions et aux références culturelles locales. Cette orientation entend également renforcer le sentiment d'appartenance nationale et transmettre aux jeunes générations une meilleure connaissance de leur environnement historique, géographique et social.

Dans cette perspective, l'enseignement de l'histoire pourrait accorder une attention accrue aux personnalités et aux événements qui ont marqué la construction du Burkina Faso, ainsi qu'aux résistances africaines face à la domination coloniale. La connaissance des royaumes précoloniaux, des figures de la lutte pour l'indépendance et des grandes transformations politiques du pays constitue un enjeu important pour aider les élèves à mieux comprendre leur passé et les fondements de leur identité nationale.

La géographie et l'instruction civique occupent également une place importante dans cette refonte. La valorisation des ressources naturelles, des réalités économiques et des spécificités culturelles du territoire peut contribuer à rapprocher les apprentissages du quotidien des élèves. De leur côté, les cours d'instruction civique peuvent favoriser la compréhension des droits et des devoirs des citoyens, le respect des institutions et la

participation à la vie collective.

Cette refonte intervient dans un contexte politique marqué par la promotion de la souveraineté nationale par les autorités de Ouagadougou. L'éducation apparaît ainsi comme un levier de transformation des représentations et de réappropriation du récit historique. Reste à apprécier la place accordée à la rigueur scientifique, à la pluralité des points de vue et au développement de l'esprit critique dans les nouveaux contenus.

La mise en œuvre de cette réforme constitue également un défi pour les enseignants, appelés à s'approprier les nouveaux programmes et à adapter leurs pratiques pédagogiques. Son efficacité dépendra notamment de la disponibilité des manuels, de la formation des personnels éducatifs et de la capacité des établissements à appliquer les changements dans de bonnes conditions.

Au-delà de la volonté de rompre avec certains héritages coloniaux, l'enjeu sera de proposer aux élèves un enseignement documenté, ouvert sur le monde et capable de leur donner les outils nécessaires pour comprendre les réalités contemporaines. La valorisation de l'histoire nationale ne saurait se limiter à la transmission d'un récit officiel : elle doit aussi permettre aux jeunes de confronter les sources, de comprendre la complexité des événements et de développer leur capacité d'analyse.

La réussite de cette réforme dépendra enfin des moyens mobilisés pour accompagner les établissements et les enseignants. Des manuels adaptés, des contenus pédagogiques fiables et des formations régulières seront indispensables pour assurer une application cohérente des nouveaux programmes sur l'ensemble du territoire. L'évaluation des acquis des élèves permettra également de mesurer les effets concrets de ces changements sur la qualité de l'enseignement.

La portée de cette réforme se mesurera, à terme, autant à ses contenus qu'à ses effets sur les apprentissages. L'ambition de décoloniser les manuels scolaires ouvre ainsi un débat plus large sur la place de l'histoire africaine dans l'éducation, la transmission des identités culturelles et l'équilibre entre souveraineté éducative, exigence scientifique et ouverture sur le monde.

Contribution

« LE DÉSESPOIR SÉNÉGALAIS, CETTE ARME QUI NOUS MENACE »

« L'ignorance est source de faiblesse et le désespoir est une arme redoutable contre l'humanité. » Ce constat, d'une lucidité froide, résonne aujourd'hui au Sénégal avec une actualité troublante. Car si notre pays a longtemps été présenté comme l'exception démocratique de l'Afrique de l'Ouest — un îlot de stabilité dans une région de coups d'État —, il serait dangereux de confondre stabilité institutionnelle et santé morale d'un peuple.

Un désespoir silencieux, mais profond

Le désespoir sénégalais ne crie pas. Il s'exprime d'abord dans les chiffres que l'on préfère ne pas regarder : des jeunes diplômés qui font la queue devant les ambassades pour un visa tant espéré ; des familles de l'intérieur du pays qui vendent un lopin de terre, un troupeau, pour financer la pirogue de l'exil vers les Canaries ; des pêcheurs de Saint-Louis qui voient leurs eaux se vider de leurs richesses.

Ce désespoir a un nom : « Barça ou barsakh » — Barcelone ou la mort. On ne choisit pas de risquer sa vie en mer quand on a encore espoir. Chaque pirogue qui quitte la côte

de Mbour ou de Kayar est un vote de défiance, un bulletin invisible contre un avenir que la jeunesse ne croit plus possible chez elle.

Le désespoir comme arm et comme terrain

Celui qui désespère est vulnérable. Le désespoir est redoutable précisément parce qu'il se retourne contre l'humanité de ceux qui le portent. Le jeune sans perspective devient la proie des réseaux de trafic, des prêcheurs de haine, des promesses de l'extrémisme. La communauté qui n'a plus confiance en ses institutions accepte les raccourcis de la violence, ou pire, se retire dans le silence et l'abstention.

Les tenants du fanatisme le savent : ils ne recrutent pas les convaincus, ils recrutent les déçus. La meilleure barrière contre la radicalisation n'est pas la surveillance, c'est l'espérance retrouvée : un emploi, une dignité, la conviction que le travail paie et que la parole citoyenne compte.

L'ignorance, sœur jumelle du désespoir

L'ignorance est source de faiblesse, dit la même phrase. Les deux fléaux se nourrissent mutuellement. Là

où l'école faiblit, où les enfants quittent les bancs pour la rue, où la rumeur circule plus vite que l'information vérifiée, le désespoir prospère. Un peuple instruit discerne, exige, refuse d'être trompé — mais il faut aussi que son effort soit récompensé, sinon l'instruction ne fait qu'aiguiser l'amertume.

Le Sénégal suivra la France ?

Cette seconde phrase dit une vérité géopolitique et historique : nos destins restent liés, par la langue, la diaspora, les accords, la mémoire. On peut le regretter, on peut vouloir en diversifier les termes — et le Sénégal a vocation à construire sa souveraineté pleine. Mais elle rappelle aussi une responsabilité : la France ne peut se désintéresser des conditions de vie de ceux qu'elle dit considérer comme des partenaires. Politiques migratoires, accords de pêche, partenariats économiques : tout porte des conséquences directes sur l'espérance ou le désespoir des Sénégalais.

« Suivre » ne doit pas signifier dépendre, ni imiter aveuglément. Cela doit signifier avancer avec clairvoyance, fort de ses amitiés anciennes mais maître de son cap.



Contre le désespoir, la réponse est politique et morale

Le désespoir n'est pas une fatalité : c'est un échec politique. Il se soigne par des politiques concrètes — l'emploi des jeunes, la valorisation de l'agriculture et de la pêche locales, la justice fiscale, la lutte contre la corruption qui dévore la confiance publique. Il se soigne par la parole : dire la vérité aux gouvernés, reconnaître le découragement ambiant au lieu de le nier.

Il se soigne enfin par la culture. De la poésie de Senghor au hip-hop de la jeunesse dakaroise, la vitalité culturelle de ce pays est un rempart contre la noyade morale. Le désespoir n'a

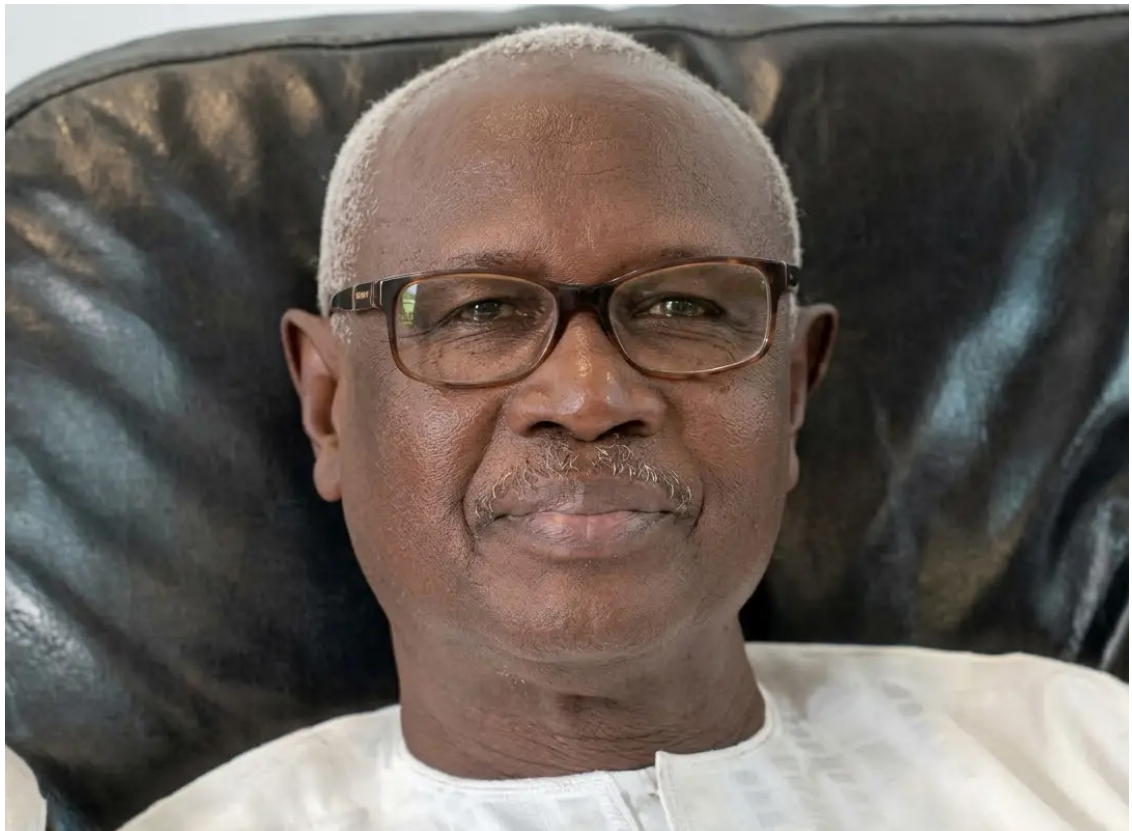
jamais eu le dernier mot dans un pays qui chante, qui écrit, qui débat.

Un peuple qui désespère est un peuple qu'on a déçu ; un peuple qui espère est un peuple qu'on a entendu. L'ignorance et le désespoir sont les deux faces d'une même défaite — et le Sénégal a les moyens de ne pas les subir.

Samba Kara NDIAYE
Président
du parti politique NADEMS
(Nouvelle Alliance Démocratique
du Sénégal)

Contribution

« UNE CONSCIENCE À ENTRETENIR » :
MODY NIANG, EXEMPLE DE PATRIOTISME ET D'ENGAGEMENT



Sous différents régimes, sa plume n'a cessé de dénoncer la corruption, le gaspillage et ces « ndiërër », prédateurs de nos deniers publics, qui hypothèquent l'avenir de notre jeunesse.

Il est des hommes dont la disparition nous touche profondément, même sans les avoir personnellement connus. Des hommes dont le courage, les convictions et l'engagement finissent par faire partie de notre propre conscience citoyenne. Mody Niang était de ceux-là.

Notre doyen s'en est allé, laissant derrière lui bien plus que des écrits et des prises de position. Il nous laisse

l'exemple d'un patriote sincère, d'un homme libre qui aura consacré une grande partie de sa vie à dénoncer les dérives de notre gouvernance et à éveiller les consciences.

Il avait ce courage devenu si rare de dire ce qu'il pensait, sans chercher à plaire ni craindre de déplaire. Sous différents régimes, sa plume n'a cessé de dénoncer la corruption, le gaspillage et ces « ndiërër », prédateurs de nos deniers publics, qui hypothèquent l'avenir de notre jeunesse.

Il savait que derrière chaque franc détourné, il y avait une école qui ne se construisait pas, un malade

qui ne se soignait pas, un jeune privé d'avenir. Pour lui, la bonne gouvernance n'était pas un slogan, mais une exigence morale.

L'ENGAGEMENT AU-DELÀ DES PARTIS

Son engagement dépassait les appartenances partisans. Il était patriote bien avant l'avènement du Pastef. Son soutien à Ousmane Sonko traduisait, à mes yeux, l'espoir de voir enfin se réaliser ce changement qu'il appelait de ses vœux depuis des décennies.

Car le véritable changement ne

consiste pas simplement à remplacer des hommes par d'autres, mais à transformer nos comportements, notre rapport au pouvoir et notre manière de gérer le bien commun.

Je retiens aussi de lui cette capacité, si peu commune, à savoir renoncer. Quitter des fonctions et les avantages qui les accompagnent lorsqu'on estime ne plus pouvoir servir convenablement.

Quelle leçon dans une société où l'on s'accroche si souvent aux titres et aux privilèges !

Mody Niang nous rappelle que la réussite d'une vie ne se mesure pas à ce que l'on possède ou accumule, mais à ce que l'on apporte à sa société et à l'héritage que l'on laisse aux générations futures.

Sa disparition m'attriste profondément. Demain, lorsque de nouvelles dérives viendront éprouver notre République, nous chercherons peut-être instinctivement sa plume, cette voix libre qui savait nous rappeler, sans détour, ce que nous ne devons jamais accepter.

Nous ne changerons probablement jamais le monde à nous seuls. Mais chacun peut, à sa manière, contribuer à rendre son environnement plus juste, plus humain et plus solidaire.

Mody Niang aura accompli sa part, et quelle belle part !

Il a dénoncé quand d'autres se taisaient, renoncé quand d'autres s'accrochaient et transmis quand d'autres accumulaient.

HÉRITAGE ET MÉMOIRE
DE MODY NIANG

Aujourd'hui, notre doyen repose sur sa terre natale de Koki. Sa plume s'est arrêtée, mais les consciences qu'il a éveillées continueront, je l'espère, de faire vivre son combat.

Il est des hommes qui, en partant, laissent des biens. D'autres laissent des titres et des souvenirs. Mody Niang, lui, nous laisse quelque chose de plus précieux et de plus exigeant : une conscience à entretenir et un combat à poursuivre.

Le plus bel hommage que nous puissions lui rendre ne sera donc pas seulement de célébrer son courage aujourd'hui, mais d'avoir demain celui de défendre les principes pour lesquels il s'est battu.

Repose en paix, doyen. Tu as été utile à ton pays. Tu as accompli une belle mission.

Qu'Allah, le Tout-Puissant, le Tout-Miséricordieux, le Très-Miséricordieux, l'Omniscient, dans Son infinie bonté, te pardonne tes manquements, accepte tes bonnes œuvres, t'accorde Sa miséricorde et t'accueille dans les plus hauts degrés de Son Paradis éternel, Al-Firdaws.

Amine

Abdoulaye Dieng,
entrepreneur

Equipe Nationale de Foot

ASSANE DIAO, UN COUP DUR EN PERSPECTIVE POUR LES LIONS



Touché aux ischio-jambiers et annoncé indisponible pour environ trois semaines, l'attaquant de Côte d'Ivoire est incertain pour la double confrontation contre le Soudan, les 11 et 15 novembre. Une absence potentielle qui pourrait contraindre le staff sénégalais Premier League

ILIMAN NDIAYE CONFIRME SA MONTÉE EN PUISSANCE



De plus en plus influent dans le secteur offensif, Iliman Ndiaye poursuit sa progression en Premier League. Par sa qualité technique, sa mobilité et sa capacité à faire des différences, l'international sénégalais entend s'imposer durablement comme un élément important du dispositif d'Everton.

Iliman Ndiaye continue de faire parler ses qualités sur les pelouses anglaises. L'international sénégalais se distingue par son aisance technique, sa vivacité et sa capacité à créer des décalages dans les défenses adverses. Des atouts qui lui permettent de peser sur le jeu et d'offrir des solutions supplémentaires à son équipe dans les phases offensives.

L'attaquant sénégalais possède un profil particulièrement intéressant dans les situations où il faut accélérer le jeu. Capable d'évoluer dans les petits espaces, de provoquer en un contre un et de se projeter rapidement vers la surface adverse, il apporte une dimension supplémentaire à l'animation offensive d'Everton. Sa mobilité lui permet également de varier ses déplacements et de compliquer le travail des défenseurs.

Au-delà de ses qualités individuelles, Ndiaye cherche à inscrire ses performances dans une logique collective. Sa capacité à combiner avec ses partenaires, à conserver le ballon sous pression et à créer des opportunités contribue à dynami-

ser le jeu de son équipe. Dans un championnat aussi exigeant que la Premier League, cette polyvalence constitue un atout pour répondre aux différentes configurations de match.

Pour Everton, l'enjeu est de tirer le meilleur parti de son potentiel offensif et de lui permettre de gagner en régularité. Le Sénégalais devra notamment confirmer son influence dans les derniers mètres, améliorer ses statistiques décisives et maintenir un niveau de performance constant face à des adversaires de haut niveau.

Ses prestations sont également suivies avec attention au Sénégal, où il représente une option importante pour les Lions. Sa capacité à évoluer dans un championnat très compétitif et à se confronter à des défenseurs de haut niveau constitue une expérience précieuse pour la sélection nationale. La continuité de ses performances en club pourrait ainsi renforcer sa confiance et sa contribution aux prochaines échéances internationales.

À mesure que la saison avance, Iliman Ndiaye est attendu sur sa capacité à transformer ses qualités techniques en résultats concrets. Buts, passes décisives et régularité dans le jeu seront autant d'indicateurs de sa progression. Pour l'attaquant sénégalais, l'objectif est désormais de franchir un nouveau cap et de s'affirmer parmi les éléments offensifs capables de faire basculer une rencontre.

à revoir ses options offensives.

Le Sénégal pourrait devoir revoir ses plans offensifs pour la prochaine fenêtre internationale. Assane Diao, sorti prématurément lors du match de Ligue des champions contre Feyenoord Rotterdam, souffre d'une lésion musculaire aux ischio-jambiers. Son club, Côte d'Ivoire, a annoncé samedi 17 octobre une indisponibilité estimée à trois semaines, faisant planer le doute sur sa présence avec les Lions en novembre.

La blessure est d'autant plus frustrante que l'ailier sénégalais avait débuté la rencontre de manière prometteuse en inscrivant un but. Mais sa soirée européenne a tourné court dès la 23^e minute, l'obligeant à abandonner ses partenaires. Au-delà de ce coup d'arrêt personnel, c'est la disponibilité d'un profil offensif capable d'accélérer le jeu et de déstabiliser les défenses adverses qui se retrouve en question.

Par sa vitesse, ses appels en profon-

deur et sa capacité à provoquer en un contre un, Assane Diao représente une option intéressante dans l'animation offensive sénégalaise. Son profil peut permettre aux Lions d'étirer les blocs adverses, de créer des espaces et d'apporter davantage de percussion dans les derniers mètres. Son éventuelle absence obligerait le staff à redistribuer les rôles et à s'appuyer sur d'autres solutions pour conserver cette capacité à faire des différences.

Les échéances approchent rapidement. Le Sénégal doit affronter le Soudan les 11 et 15 novembre, lors des troisième et quatrième journées des éliminatoires de la CAN 2027. Dans cette double confrontation, la profondeur de l'effectif et la capacité du sélectionneur à adapter son dispositif offensif pourraient peser dans la performance des Lions.

Le délai de récupération annoncé laisse peu de marge. Même si Assane Diao retrouve les terrains dans les trois semaines prévues, il devra

également récupérer son rythme de compétition avant de prétendre à une place dans le groupe. Le staff médical et le sélectionneur devront donc tenir compte de son état physique réel, plutôt que de la seule échéance théorique de son retour.

En cas de forfait, les autres attaquants auront l'occasion de prendre davantage de responsabilités. La question sera de savoir qui pourra apporter la vitesse, la percussion et la mobilité susceptibles de compenser son absence. Pour les Lions, l'objectif restera de préparer ces deux rencontres avec un secteur offensif suffisamment varié et efficace.

À ce stade, la participation d'Assane Diao n'est pas officiellement écartée. Mais la blessure place sa présence en novembre sous forte incertitude. À l'approche de cette double confrontation face au Soudan, le Sénégal espère surtout éviter une absence supplémentaire et disposer de toutes ses forces offensives pour aborder ces deux rendez-vous.

Lutte Sénégalaise

FRANC-REUG REUG DÉCALÉ AU 7 FÉVRIER POUR CANAL+

Initiallement programmé le 31 janvier 2027, le choc entre Franc et Reug Reug aura finalement lieu le 7 février. Un réaménagement du calendrier décidé par la structure de Mansour Bafin afin de permettre à Canal+ de retransmettre cette affiche très attendue de l'arène sénégalaise.

Le rendez-vous entre Franc et Reug Reug change de date. Initialement prévu le 31 janvier 2027, ce combat se tiendra finalement le dimanche 7 février. Selon les informations communiquées, ce décalage vise à faciliter la retransmission de l'affiche par Canal+, qui poursuit son investissement dans la lutte sénégalaise.

Après une première expérience la saison dernière avec la diffusion

du combat royal entre Modou Lô et Sa Thiès, la chaîne française entend renforcer sa présence dans cette discipline populaire au Sénégal. Pour la saison 2026-2027, elle prévoit de retransmettre six grands galas, confirmant ainsi l'intérêt croissant du diffuseur pour les grandes affiches de l'arène.

Le programme annoncé comprend notamment le combat entre Balla Gaye et Ada Fass, prévu le 29 novembre 2026, puis l'affiche Sa Thiès-Siteu, programmée le 3 janvier 2027. Le choc Franc-Reug Reug est désormais fixé au 7 février, tandis que le 4 avril sera marqué par deux confrontations : Jackson contre Eumou Sène et Ama Baldé face à Lac 2.

Deux autres événements sont éga-

lement annoncés pour les mois de juin et juillet 2027, même si leurs affiches restent à préciser.

Avec cette programmation, Canal+ entend poursuivre la valorisation de la lutte sénégalaise auprès d'un public plus large. Pour les promoteurs, la retransmission télévisée représente aussi une opportunité de renforcer la visibilité des combats et d'accroître leur exposition au-delà des frontières nationales.

Le report de Franc-Reug Reug illustre ainsi les ajustements que peut imposer la diffusion télévisée dans l'organisation des grandes affiches. Le 7 février 2027 est désormais la date annoncée pour ce duel, qui s'inscrit parmi les rendez-vous majeurs de la prochaine saison de lutte.

Barca

ERIC GARCIA FORFAIT, KOUNDÉ ABSENT : GERARD MARTÍN EN RECOURS

Touché par les blessures d'Eric Garcia et de Jules Koundé après la victoire contre le Betis (5-2), le FC Barcelone aborde le choc face au PSG avec une défense fragilisée. Si les deux défenseurs sont forfait, Gerard Martín, dont l'état de santé se veut plus rassurant, pourrait offrir une solution à Hansi Flick.

Le FC Barcelone a reçu des nouvelles contrastées après sa victoire contre le Betis Séville (5-2). Les examens médicaux ont confirmé une blessure musculaire au droit fémoral de la cuisse droite d'Eric Garcia, qui devrait être indisponible pendant trois à quatre semaines. Le défenseur espagnol manquera donc le déplacement au Parc des Princes et plusieurs échéances à venir.

Jules Koundé souffre, de son côté, d'une entorse de la cheville gauche. Le défenseur français est forfait pour le choc contre le Paris Saint-Germain, tandis que sa disponibilité pour le Clásico face au Real Madrid dépendra de l'évolution de sa blessure.

La situation de Gerard Martín est plus rassurante. Touché au talon contre le Betis et remplacé à la mi-temps par précaution, le défenseur ne semble pas souffrir d'une blessure grave. Sa présence face au PSG reste envisageable.

Pour Hansi Flick, ces deux absences confirmées compliquent la préparation du rendez-vous européen. Le technicien allemand devra réorganiser sa défense, avec Gerard Martín potentiellement disponible pour

épauler Pau Cubarsí dans l'axe.

